

une agitation politique qui se produit, c'est la déception qui se propage dans toutes les classes de la société. Les Prussiens savent actuellement qu'ils ne pourront prendre Paris que par la famine, et la population de la capitale est aujourd'hui plus que jamais décidée à continuer à vivre de privations pour prolonger la résistance.

INCIDENTS DU SIÈGE.

Le fort de Montrouge, qui depuis quelques jours était plus silencieux que de coutume, a repris hier son activité. Depuis le matin, ses canons se sont fait entendre : c'est que les officiers qui commandent ce fort se sont aperçus que l'ennemi usait d'un nouveau stratagème pour établir ses travaux d'attaque. Il ne s'amuse plus à faire des tranchées, puis des remblais, pour l'établissement de ses batteries; ces travaux qui, ordinairement exécutés la nuit, étaient en partie détruits de jour par l'adresse de nos marins, n'avancent que très lentement.

Ils ont pris un autre moyen : c'est de creuser dans la butte de Châtillon un souterrain assez grand pour la traverser de façon à avoir une redoute casemate. C'est une œuvre de patience et un travail de taupes qui explique pourquoi on ne les voyait plus sur ce point depuis quelque temps. On se doutait bien d'une ruse nouvelle, car la position est trop belle pour l'abandonner. Maintenant que la mèche est éteinte, gare à la bombe!

Toute la journée on a tiré dans cette direction. Quelques coups ont aussi été pointés sur l'Hay; aucune réponse n'a été faite ni d'un côté ni de l'autre.

Les Prussiens commencent à se déier de l'habileté de nos pointeurs et à prendre des mesures pour tout au moins éviter les dangers qu'elle ferait courir à leurs soldats. C'est ainsi qu'à Montrouge les travailleurs prussiens surveillent avec le plus grand soin nos batteries du Mont-Valérien. Aussitôt que le feu, sortant d'une embrasure, leur annonce qu'un boulet ou un obus arrive, les hommes disparaissent comme par enchantement, probablement dans des trous préparés à cet effet. Aussitôt que le boulet ou l'obus est arrivé dans la redoute, nos ennemis reparaissent et nous narguent par de grands saluts. Cette prudente manœuvre et surtout cette ironie des Prussiens agacent vivement nos pointeurs de marine; qui n'en mettent que plus de soin à démolir les épaulements de la redoute, ce qui réussit du reste assez bien, comme on le sait.

Un coup tout à fait exceptionnel, et dû probablement à l'une des chaloupes canonnières embossées au-dessus du Point du Jour, a causé une pénible sensation à Meudon. Un colonel d'un régiment de ligne prussien causait avec un capitaine, appuyés à une fenêtre du château de Meudon, quand les éclats d'un obus qui est venu tomber sur la terrasse les a tués tous les deux, atteignant encore da même coup, des personnes qui étaient au fond de la salle. Les batteries d'Issy qui sont si bien aménagées par l'artillerie du 13^e corps, et dont les pièces, prises jusque-là parmi celles des batteries des corps d'armée, ont été remplacées par d'autres d'un gros calibre et à poste fixe, pourraient fort bien avoir ce coup là, sinon sur la conscience, au moins sur l'âme.

Le feu des forts paraît causer un sérieux dommage à l'ennemi, non pas tant au point de vue des pertes excessives qu'il entraîne, mais à cause du désarroi que la crainte de nos batteries jette dans les épaulements, travail qui ne peut être suspendu un instant, si par suite du refus de l'armistice, on veut attaquer deux points déterminés et les cribler nuit et jour.

Du côté de Nogent, aux avant-postes, une observation longuement contrôlée, constate que les vedettes de l'ennemi emploient des poudres de fulmi-coton qui suppriment la détonation; que les voisins de nos soldats ont été touchés sans qu'on ait pu dire qu'on ait entendu la moindre détonation.

Le ministre des travaux publics a choisi, dans divers bataillons de la garde nationale, un certain nombre de jeunes gens sortis des écoles spéciales, auxquels des officiers d'artillerie enseignent la manœuvre du canon. Ces jeunes gens, lorsqu'ils seront suffisamment exercés, seront envoyés en qualité d'officiers dans les bataillons non encore armés, bataillons qui seront convertis en régiments d'artillerie.

FAITS DIVERS.

M. Jules Ferry qui a rencontré hier M. Rochefort à l'audition des *Châtiments*, a vivement engagé le membre démissionnaire du gouvernement provisoire à venir reprendre sa place dans le Conseil où il pouvait devenir un auxiliaire utile à l'opinion qui ne veut pas que le triomphe légitime de la modération et de l'ordre prenne le caractère de réaction. M. Rochefort a jusqu'ici résisté aux instances de M. Jules Ferry qui exprimait l'opinion de ses collègues; mais devant la rupture de l'armistice, il est extrêmement possible, pour ne pas dire probable, que M. Rochefort qui s'était surtout retiré parce

qu'il était surtout partisan de la guerre sans merci, rentre au sein du gouvernement, où il n'avait le plus souvent fait entendre que des paroles modérées et conciliantes.

L'Opéra a rouvert ses portes hier au soir, par un de ces concerts comme seul l'Opéra peut en organiser. A l'exception de cinq ou six des premiers artistes, tous les sujets ont déserté, trouvant plus prudent d'aller se faire applaudir sur les théâtres de l'étranger. Ceux qui sont restés, MM. Villaret, Caron, Gaspard, Devoyod, Ponsard, Bosquin, Mmes Guéymard, Huson, méritent d'être signalés. La recette de la première soirée a été consacrée aux victimes de Chateaudun. La salle était comble. Le concert commencé à 8 heures, a fini à 10 heures trois quarts. On a exécuté des fragments d'opéras les plus remarquables : *Alceste*, *Guillaume Tell*, *les Huguenots*, et *le Chant du Départ*.

M. Henri Martin vient d'adresser au *Siècle* la lettre suivante :

Mon cher Jourdan,
Je lis dans une lettre de M. Greppo, insérée dans le *Siècle* de ce matin, que l'élection de la commission de Paris a été votée à l'unanimité le 31 octobre par les maires de Paris. Les maires de Paris ont voté à l'unanimité l'urgence d'élections municipales et ont envoyé demander au gouvernement d'autoriser ces élections. C'est pendant qu'ils attendaient la réponse du gouvernement que la salle où les maires délibéraient a été envahie. Le terme de Commune n'a point été employé dans le vote des maires, et cette observation importée, à cause des idées que beaucoup attachent à ce nom de Commune de Paris.

A vous cordialement,

Henri MARTIN.

5 novembre 1870.

TRIBUNAUX.

Le Palais-de-Justice qui pendant deux ou trois jours avait paru vouloir reprendre un peu d'animation, est retombé dans un calme complet. Aujourd'hui, la première Chambre de la Cour de Paris reprenait ses audiences sous la présidence du premier président, M. Gilardin. Ce magistrat n'a pas cru opportun, surtout en présence de la gravité de la situation, d'adresser aucune allocution aux quelques avocats présents. Le temps est peu, d'ailleurs aux discours et aux plaidoieries. Toutefois, pour ne pas manquer aux traditions judiciaires, les avocats composant le Conseil de l'ordre qui n'étaient pas hors de Paris ou de garde aux remparts, ont été admis à renouveler le serment professionnel. Sur 21 membres du Conseil, sept seulement étaient présents, Mes Rousse, bâtonnier, Dufaure, Colmet d'Aage, Nicolet, Rivière, Bétoland et Ploquet.

M. Merveilleux-Duvignan occupait le siège du ministère public comme avocat-général. Les avocats et les avoués présents trouvaient que cette allocution était complètement inutile, et se demandaient si M. Berthelin faisait partie de la garde nationale. Il ne faut pas être très-expérimenté pour comprendre qu'en raison de nombreux exercices militaires et des gardes répétées qui sont imposées aux gardes nationaux, il est peu facile d'étudier des dossiers importants et de perdre ensuite une autre journée, si non deux, à venir plaider une affaire à la deuxième Chambre de la Cour.

DERNIERS AVIS.

Le général Trochu vient de donner des ordres énergiques pour que l'on fasse de plus en plus vivement la guerre aux marseillais qui, non seulement exploitent les terrains, mais dévalisent les maisons et les propriétés des environs de Paris. Hier encore, des gardes nationaux sont partis en expédition dans ce but.

L'instruction concernant les arrestations opérées le 3 novembre, paraît devoir marcher très-rapidement. M. Guénot, chargé de cette information, a interrogé samedi MM. Félix Pyat et Vermorel. Aujourd'hui MM. Maurice Joly et Ranvier ont été amenés devant le juge pour subir également un premier interrogatoire.

L'inculpation dirigée contre les personnes arrêtées à propos de cette affaire est d'avoir voulu renverser le gouvernement de la défense nationale, de s'être rendus coupable de pillage et d'avoir soustrait les sceaux de l'Etat.

On disait que Blanqui avait été arrêté; mais la nouvelle est inexacte.

Documents officiels

Les membres du Gouvernement de la Défense nationale délégués pour représenter le Gouvernement et en exercer les pouvoirs;

Décrètent:

Art. 1^{er}. — Le personnel de l'administration des télégraphes et des postes, détaché auprès des armées, ou affecté au service de défense d'une place ou d'un territoire en état de siège ou assiégé, ou enfin remplissant une mission de guerre, est considéré et traité comme faisant partie de l'armée.

Art. 2. — Le directeur général des télégraphes et des postes déterminera les cas où la tenue de l'uniforme, tel qu'il est réglé par arrêté sus-visé, est obligatoire pour ses agents.

La dépense nécessaire sera imputée sur les fonds du Chapitre II, art. 1^{er} du budget extraordinaire diminué de la guerre.

Fait à Tours, le 1^{er} novembre 1870.

LÉON GAMBETTA, AD. CRÉMIEUX, GLAIS-BIZOIN, L. FOURICHON.

Par le gouvernement:
Le directeur général des télégraphes et des postes,

Signé: STEENACKERS.

La Délégation du gouvernement de la défense nationale,

Considérant que depuis l'investissement de Paris il a été établi par les soins du double service des télégraphes et des postes, au moyen de ballons partant de Paris et de pigeons voyageurs partant de Tours, un échan-

ge spécial de correspondances destiné à suppléer, entre Tours et Paris, aux moyens de correspondances ordinaires, momentanément suspendus;

Considérant que cet échange, jusqu'à présent réservé aux communications du Gouvernement, se trouve aujourd'hui suffisamment assuré pour qu'il soit possible de faire profiter les particuliers pour leurs relations avec la capitale, sans en garantir pendant la parfaite régularité;

Considérant, toutefois, que ce mode extraordinaire de correspondance, d'ailleurs coûteux, n'offre encore que des facilités très restreintes et que les exigences supérieures de la défense nationale ne permettent d'en accorder l'usage public que dans d'étroites limites et à des conditions de taxes relativement élevées;

Sur la proposition du directeur général des télégraphes et des postes;

Décrète.

Art. 1^{er}. — Il est permis à toute personne résidant sur le territoire de la République de correspondre avec Paris par les pigeons voyageurs de l'administration des télégraphes et des postes, moyennant une taxe de cinquante centimes (0,50 c.) par mot, à percevoir au départ, et dans des limites qui seront déterminées par des arrêtés du directeur de cette administration.

Art. 2. — Les télégrammes destinés à cette transmission spéciale se ont reçus dans les bureaux de télégraphe et de poste qui seront désignés par l'administration, et transmis au point de départ des pigeons voyageurs par la poste ou par le télégraphe, lorsque les exigences du service général le permettront.

Il ne sera perçu aucune taxe complémentaire à raison de la transmission postale ou télégraphique, ni à raison de la distribution des télégrammes à domicile à Paris.

Art. 3. — L'Etat ne sera soumis à aucune responsabilité à raison de ce service spécial. La taxe perçue ne sera remboursée dans aucun cas.

Art. 4. — Le directeur général des télégraphes et des postes est chargé de l'exécution du présent décret.

(Suivent les signatures.)

LETTRE DE VERSAILLES.

La lettre qu'on va lire que publie le *Franciais* lui est adressée du quartier-général même de l'armée prussienne par un de ses correspondants. Elle est surtout intéressante par les observations faites en camp ennemi sur des faits déjà connus de nous :

Versailles, 3 novembre.

Depuis dimanche, il arrive de nouvelles troupes à Versailles, je ne sais d'où, ni combien. Mais jusque-là, la ville était fort peu garnie, et on peut en inférer que, tout autour de Paris, à plus forte raison, les troupes prussiennes étaient beaucoup moins abondantes qu'on ne le supposait.

On en a eu la preuve le 21 octobre, lors de la sortie malheureuse que les Parisiens ont faite vers Chaville et Beauregard, sur la route de Versailles à Saint-Germain. Le canon grondait assez fort (25 coups environ par minute) depuis le matin, mais les Prussiens ne semblaient pas fort préoccupés. Vers une heure, les aides-de-camp commencent à galoper; le clairon d'alarme sonne; de toutes parts les hommes rentrent aux casernes en courant, prennent leurs armes et s'élancent tels quels, partie en casques, partie en bonnets de police, sans tambours ni trompettes, mais en chantant un peu, car on les obligeait, m'a-t-on dit. — Quelques officiers plus attardés rejoignent leur régiment en marche, des hommes ayant déjà émené leurs chevaux bridés. L'artillerie se précipite à fond de train... Il partit, en tout, 18 pièces.

Il ne resta dans Versailles que 4,500 hommes environ (au plus !) rangés en bataille sur la place d'armes, avec 6 canons, dont 2 braqués sur chaque avenue.

Si la sortie de Paris avait eu 10,000 hommes de plus ou s'il était venu 5 à 6,000 hommes d'un autre côté, ils auraient enlevé le roi et l'état-major prussien comme une mouscade!

Les Prussiens eux-mêmes l'avaient. Pendant cette panique, l'état-major fit ses malles. Par parenthèse, le général de Moltke, qui tenait à emporter un pain de sucre, en fit chercher précipitamment dans plusieurs maisons.

Le roi ne tarda pas à se rendre, en voiture découverte, vers le théâtre du combat. Il paraît qu'un officier supérieur fut enlevé (fait prisonnier?) tout près sa voiture, ce dont le roi fut très-saisi.

Le prince royal avait belle mine, allant au combat de l'air le plus calme en fumant sa grande pipe allemande.

Dès deux heures, toute la population s'était portée vers la place d'armes et les avenues au nord pour contempler cette alerte des Prussiens.

Les Prussiens n'étaient aucunement rassurés au sujet des habitants; ils parcouraient constamment la ville avec de fortes patrouilles de cavalerie. Le lendemain, l'autorité militaire afficha que si la trompette d'alarme venait encore à se faire entendre, les habitants devaient rester chez eux ou y rentrer immédiatement, et que la troupe avait ordre de faire usage de ses armes à feu contre les désobéissants.

De la rue du Plessis, on pouvait voir passer des obus, et de certains points de la ville on voyait les cuirassiers blancs sortir des bois de Fosse-Repose, ventre à terre, à travers champs, fuyant.

L'article par lequel le *Moniteur prussien* a transformé cette boucoulade en victoire prussienne, est une vraie perle.

Je crois que la panique a commencé quand les avant-postes de Versailles ont été forcés.

Vers le soir, la sortie parisienne, qui ne songeait pas à Versailles, j'en pense, et ignorait quel effet elle avait produit, se retira.

On dit que les Parisiens apprirent ensuite la vérité et projetèrent une sortie plus forte. Les Prussiens s'y attendaient sans cesse. Depuis le 21, l'état-major a fait plu-

sieurs fois ses malles. Pour le 29 surtout, ils étaient avertis d'une sortie, et, manquant de forces, ils étaient prêts à déguerpir; malheureusement rien ne vint! et, dès le 30, pas mal de nouvelles troupes arrivèrent...

Je puis affirmer que, dans l'entourage voisin du roi, on a envisagé comme éventualité possible d'avoir à battre en retraite vers ce moment-ci, et que des mesures (au moins quelques-unes) ont été prises en conséquence.

Château-Thierry occupe beaucoup les Prussiens!... Au dire de l'un d'eux, haut placé, « leurs convois vont très-bien jusque-là (de quel côté? je ne sais); mais, depuis là, ils passent peu ou pas. »

Les Prussiens semblent être à peu près partout entre leur ligne intérieure et extérieure; mais en petit nombre. De vingt à cent dans les villages ou bourgs; quelques milliers à Rambouillet... On rapporte qu'ils ne sent pas plus de 1,200 à Mantes, qui est pourtant un de leurs points d'attaque principal vers la Normandie. Après avoir été à Vernon au début, ils ont tenté deux ou trois fois d'y rentrer, mais sans succès, à cause des mobiles qui occupent les côtes entre Bonnières et Vernon.

Le 22, ils ont été abîmés par les mobiles embusqués dans les bois, et ont regagné Mantes ventre à terre, sans avoir même pu mettre leurs canons en batterie. A Mantes ils ont six canons, dont on prétend trois encloués; mais, de loin, ils font bien tout de même (j'emploie le mot encloué par extension). On dit que les munitions leur manquent, et qu'ils en ont demandé à Versailles sans pouvoir en obtenir.

Ils perdent du monde chaque jour. Ils en perdraient bien plus si les mobiles étaient plus sages! mais, dès qu'ils voient les Prussiens à 800 mètres, ils tirent! et leurs carabines portent à peine là!... Il faudrait les laisser venir tout près, avec calme! — Ah! le calme, ces braves jeunes gens en manquent.

Mieux a fait ce braconnier près de Veronne. Un jour les Prussiens, furieux de ne pas pouvoir entrer à Vernon, arrivent à Veronne et lancent quelques bombes à Vernon, sans autre but que d'exhaler leur mauvaise humeur... Cet homme, indigné, s'embusque, et, dès que la troupe repasse, à quinze pas, il abat l'officier et quelques hommes.

Dans les premiers temps, les tireurs de ce côté étaient très-mal commandés, depuis quelques jours, c'est beaucoup mieux, dit-on. De l'ouest au nord, il paraît y avoir bien assez de troupes pour arrêter les Prussiens; mais elles sont loin d'obtenir tout le résultat que leur nombre comporte.

Pour les personnes observant avec soin, et vivant dans les lignes prussiennes, l'impression que voici n'a pas changé et n'a fait que s'accroître beaucoup : Si Paris tient six semaines, et qu'il y ait une armée extérieure de 150 à 200,000 hommes, convenablement pourvue et conduite, avec de la résistance sur la circonférence extérieure, et de l'Est, les Prussiens doivent succomber.

Aspect de Metz et de ses environs après l'entrée des Prussiens.

30 octobre. — « Ce matin, dit le correspondant de la *Gazette de Cologne*, tandis que je me dirigeais d'Ars-la-Moselle vers Metz, j'aperçus de loin l'épaisse fumée des feux de camp français à travers laquelle je voyais percer la couleur rouge des manteaux des cavaliers. C'est là que l'armée prussienne avait campé toute la nuit, sur le chemin de Jouy à Frescaty. Autour des feux se tenaient de beaux hommes à la tournure martiale, c'étaient les groupes des gardes; jusqu'aux rives de la Moselle, aussi loin que pouvait porter la vue, s'étendait un campement aux mille couleurs bariolées, environné de nos postes.

Un autre cortège arrivait du côté de Frescaty; c'étaient des bataillons entiers que l'on conduisait hors de la ville : de l'infanterie, de la cavalerie; tous ces soldats avaient de fraîches couleurs, avivées sans doute par l'air du matin. Peut-être l'imagination va-t-elle trop loin quand on se figure une armée forcée à capituler par la faim; mais toujours est-il que cette armée-ci s'est rendue avant d'avoir subi le martyre de la faim.

Impossible de voir un plus beau sujet pour un peintre que ce camp, qui du reste me rappelle beaucoup celui de Sedan. La route qui conduit à la ville, devant les tranchées de nos avant-postes, fourmillait également de soldats français de toutes les armes, qui se rendaient au camp en petites troupes. Les meurtrières pratiquées dans les murs des maisons et les barricades indiquaient à droite la ligne de nos postes tandis qu'à gauche le fort St-Quentin dominait toute la vallée de la Moselle.

Les maisons bordant la route avaient beaucoup souffert des grenades du fort. Une barricade de gabions me montra la ligne française. Derrière elle on voyait des carcasses de chevaux parsemées la prairie jusqu'à la voie ferrée. Derrière les retranchements français bâtis devant le viaduc, le spectacle était affreux : des squelettes déchiquetés, des cadavres de chevaux encore frais, sur lesquels on avait taillé d'immenses morceaux de viande. Des lambeaux de viande de cheval étaient suspendus aux murs des redoutes, et parsemaient le terrain détrempé par la pluie. On a dû abattre plus de 13,000 chevaux dans Metz, y compris peut-être les bêtes mortes de maladie, que les pauvres de la ville ont dévorées avec avidité.

On me dira que c'est là une preuve qu'on a tenu jusqu'au dernier moment. Mais on se trompe; le dégoût qu'inspire la viande de cheval n'est qu'un préjugé, et l'on nous en fait manger plus souvent que nous ne le croyons. Aujourd'hui, j'ai diné à Metz, et je suis convaincu que la viande que l'on m'a servie avec une sauce piquante venait de quelque cheval blanc ou noir, sacrifié aux nécessités de la guerre.

Une horrible puanteur se dégage de ces redoutes. Le viaduc était fermé par de fortes barricades; un poste prussien s'y était déjà établi. C'est derrière le viaduc que les choses étaient au pis, c'est là que les troupes avaient campé. Des lambeaux de chair sanglante, des restes sans nom parsemaient les champs; quelques-unes des baraques étaient dans l'état le plus misérable. Devant moi s'étendait le faubourg avec le fort de Montigny, tout était boué et corrompu. Déjà des soldats prussiens sont installés dans les maisons; aux vitres on voit les visages presque hébétés des habitants qui ne savent évidemment s'ils doivent se réjouir de ce que le siège est terminé, ou se lamenter à cause de l'occupation des Prussiens qu'ils détestent.

Partout des officiers français se tenaient devant les portes, la canne à la main, sans armes, sans abri, et cependant sans utiliser le délai qu'on leur avait accordé pour leur départ en captivité. De forts détachements prussiens passaient dans les rues que traversaient à chaque instant des cavaliers; les charretiers se disputaient, les cris de commandement dominaient le bruit, et les chiens venaient sur tous une pluie torrentielle.

Derrière le faubourg les bivouacs de l'armée absente. Ça et là se dressaient encore les tentes, trempées par la pluie, et pleines de désordre; les troncs des arbres abattus étaient déjà tout noirs. Un rayon de soleil fugitif dura un instant la belle vallée de la Moselle et disparut de suite. Les canons paraissaient encore sur les ouvrages élevés de l'extérieur. Toute la route, jusqu'au pont, était remplie de chevaux amaigris; leurs cavaliers ivres et couverts de boue laissaient pendre les jambes d'un côté de la selle, criant et vociférant. Des bêtes affamées erraient et cherchaient à brouter l'herbe rare. Des zouaves et des chasseurs ivres, après s'être roulés dans la boue, marchaient au hasard, la tête penchée, les bras levés au ciel.

Des centaines de soldats avaient des uniformes tellement maculés de boue qu'on pouvait à peine distinguer le rouge du pantalon. Des chariots renversés, des cadavres de chevaux, des mules errant à l'aventure, des charrettes de maraîchers, entourés de groupes affamés barraient le chemin. De longues files de véhicules contenaient les malheureuses familles qui avaient quitté les campagnes pour se réfugier dans la forteresse; ces charrettes étaient chargées de caisses, de lits, de matelas, de canapés, de batteries de cuisine; les pauvres gens transportent les objets de première nécessité dans leurs demeures vides et probablement à demi démolies. Les femmes, les filles aux yeux rouges, les hommes au visage sombre, les nourrices avec leurs enfants dans les bras, les vieillards courbés sous le poids des ans et du malheur : c'était une triste procession.

Dans des voitures fermées, couvertes de boue, et conduites par des domestiques en bourgeois, on distinguait les visages inquiets de vieillards à barbe grise. C'étaient des généraux, se rendant à leur destination en Allemagne et qui sortaient de la ville aussi vite que possible, pour éviter d'être insultés par leurs propres soldats et par le peuple. Quelques gardes ivres assuraient avoir reconnu Bazaine dans l'une des voitures, et proféraient les insultes les plus méprisantes.

Quand je passai sur le pont près la porte Sèpenoise, Sedan me revint à l'esprit, comme je l'avais vu le lendemain de la capitulation : c'était les mêmes rues étroites remplies de soldats désarmés, portant leurs petits paquets sous le bras, une foule bariolée d'hommes dont les visages n'exprimaient que deux sentiments : une résignation passive ou une sombre ironie; les bourgeois aux fenêtres ou aux portes, les compères causant en groupes, les vainqueurs et les vaincus l'un à côté de l'autre, mais irréconciliables, comme l'huile et l'eau; les magasins fermés avec ostentation ou à demi-ouverts par contrainte; derrière les grilles des bouchers, des quartiers de cheval, les femmes en deuil, évitant de regarder le vainqueur détesté; les hommes s'effaçant d'un air qui pouvait passer pour de la politesse, mais qui, en réalité, n'était pas plus inoffensif qu'une grenade chargée.

Inutile, pour les générations à venir, que nous espérons trouver chez cette population des sympathies pour nous. Ils nous haïssent plus que ne nous haïssent les Français, et si Metz doit rester à l'Allemagne, il faudra qu'un régiment de fer l'occupe. Toute bienveillance, toute douceur seraient méconnues par les Metz.